

La voix de la raison

Partage international n° 170 - Octobre 2002

Si l'administration Bush s'efforce d'arracher un soutien en faveur d'une attaque - soi-disant légitime - contre l'Iraq, d'éminentes personnalités s'élèvent ouvertement contre un tel plan.

L'ancien président sud-africain, Nelson Mandela, est sans équivoque dans sa condamnation des intentions du président américain. « *Nous sommes vraiment consternés, a-t-il déclaré, par le fait qu'un pays, superpuissance ou non, puisse envisager d'attaquer un Etat indépendant, en marge des Nations unies [...] Aucun pays ne devrait se voir autoriser à faire la loi de son propre chef. Un tel acte engendrerait un véritable chaos dans les relations internationales, »* N. Mandela a ajouté qu'il avait essayé d'appeler le président Bush pour l'entretenir à ce sujet. Mais celui-ci n'étant pas joignable, il avait dû se contenter de parler avec Colin Powel et avec l'ancien président George Bush.

Dans un article publié dans le *Washington Post*, l'ex-président Jimmy Carter s'élève également contre une attaque unilatérale sur l'Iraq : « *Nous ne pouvons fermer les yeux sur le développement d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires, mais une guerre unilatérale contre l'Iraq n'est pas la réponse. Il est urgent que les Nations unies imposent à l'Iraq des inspections sans restrictions.* » J. Carter reproche aux Etats-Unis de s'être écartés de leur rôle de défenseurs des droits de l'homme, regrettant que « *la voix des va-t-en guerre semble dominer maintenant à Washington.* » Il ajoute que le refus américain de signer les accords relatifs aux armements nucléaires, la convention sur les armes biologiques, le traité sur la protection de l'environnement et la poursuite des criminels de guerre, s'est parfois assorti de menaces économiques envers ceux qui pouvaient se montrer en désaccord avec une telle politique. Les décisions prises de manière unilatérale isolent progressivement les Etats-Unis des pays mêmes qui devraient les rejoindre pour combattre le terrorisme. Par ailleurs, J. Carter a déploré que les Etats-Unis abandonnent leur soutien à toute négociation sérieuse entre Palestiniens et Israéliens.
[Source : *The Washington Post*, E.-U.]

Le président sud-africain, Thabo Mbeki, et le chancelier allemand Gerhard Schroeder exhortent les Etats-Unis à faire preuve de retenue, tandis que Javier Solana, chef de la diplomatie européenne, insiste sur le fait qu'il appartient aux Nations unies de résoudre le conflit relatif aux inspections de l'armement.

La Chine, également, a réitéré son opposition à toute action militaire, alors que le premier ministre australien, John Howard, de longue date l'un des alliés les plus sûrs de G. Bush, a déclaré qu'il était favorable à une solution diplomatique, et qu'il ne suivrait pas les Etats-Unis aveuglément dans la guerre.

De son côté, le Canada a annoncé qu'il ne soutiendrait pas les Etats-Unis dans une attaque contre l'Iraq.

Scott Ritter, ancien inspecteur en Iraq pour le compte de l'ONU, a déclaré quant à lui : « *Une action militaire contre l'Iraq ne peut se justifier.* »

Le président égyptien Hosni Mubarak a affirmé qu'une telle attaque déstabiliserait toute la région. « *Si vous frappez l'Iraq, aucun dirigeant arabe ne sera en mesure de contrôler l'explosion de colère des masses.* »

[Source : Reuters]

L'ancien président Mikhaïl Gorbatchev, a déclaré : « *J'espère que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne déclencheront pas une guerre au Moyen-Orient. Ils devraient prendre des mesures politiques, non militaires. Ce problème doit être abordé en coordination avec les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne et les pays arabes, tous co-responsables du processus de paix.* »

[Source : *Pravda*, Russie]

« *Toute solution utilisant la force, non seulement compliquerait davantage le problème iraquien, mais saperait une situation déjà difficile dans le Golfe persique et au Moyen-Orient* », a déclaré Igor Ivanov, ministre russe des Affaires étrangères, qui a exhorté l'Iraq à autoriser les inspections.

Pendant ce temps, le porte-parole du ministre iranien des Affaires étrangères, Hamid Reza Asefi, a déclaré que seul le peuple iraquien était susceptible de déterminer l'avenir de son pays : « *L'Iran ne restera pas sans réagir devant une telle instabilité parce que*

si un pays décide de renverser le gouvernement d'un autre pays, il aura créé un précédent. »

[Source : BBC World Service radio]

Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, exprime quant à lui son inquiétude sur les conséquences possibles d'une attaque militaire contre l'Iraq : « *Qu'aurons-nous éveillé en Iraq avec les bombardements ? Qu'arrivera-t-il dans la région ? Quel impact cela aura-t-il ?* »

[Source : Agence France presse]

Irak

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [La voix de la raison](#) (« Hormis la guerre, rien ne compromet aussi gravement l'avenir de

l'humanité que la pollution. Constatant qu'il en est ainsi, certains pays ont pris des mesures pour la réduire et pour limiter le réchauffement climatique. D'autres, parfois parmi les plus gros pollueurs, nient la réalité d'un tel réchauffement en dépit des preuves qui s'accumulent. A tout moment, dorénavant, les changements climatiques montrent sans l'ombre d'un doute que la planète est malade, qu'elle a besoin de soins immédiats et attentifs pour retrouver l'équilibre. Le temps nous est compté pour mettre fin aux ravages que subit quotidiennement la planète Terre. Chaque homme, chaque femme, chaque enfant a son rôle à jouer dans sa restauration. Oui, le temps presse. Save Our Planet (S.O.P.), sauvons notre planète ! » Source : Le Maître de B. Creme, S.O.P. Sauvons notre planète, 8 septembre 2012)